

Les fous en liberté : des milliers d'Essia Boulares en France !



10 morts, 86 blessés dont 8 pompiers dans l'incendie d'un immeuble du XVI^e arrondissement de Paris, voilà le bilan de l'incendie volontaire allumé par Essia Boulares. C'est dramatique, mais ce n'est pas un acte isolé. C'est même très banal. C'est même le quotidien des gestionnaires d'immeubles. Aujourd'hui en France, des milliers de locataires inexpulsables mettent la vie de leurs voisins en danger. Des milliers d'occupants pourrissent la vie de leurs voisins, sans que la police bouge, et que la justice sanctionne. Et même, tout simplement, sans que personne n'ose protester, à cause du politiquement correct.

Les fous en liberté

La psychiatrie moderne n'enferme plus. Elle cherche à réinsérer le plus possible les malades. Noble préoccupation. Les assistantes sociales sont en permanence à la recherche de logements où placer des fous qu'elles sortent de l'hôpital, stabilisés. Stabilisés, oui, mais ils ne le restent pas longtemps. Au bout de quelques heures, quelques jours ou

semaines, ils reprennent leurs conneries. Et là, systématiquement, les services sociaux sont aux abonnés absents. Impossible de les faire intervenir. Ils ne reprennent pas leurs protégés. Leur réponse, c'est « démerden Sie sich ».

Aux gestionnaires ou au propriétaire ils disent: « vous avez signé un bail, c'est votre problème. »

Le cas Ahmed M

Une expérience vécue par un gestionnaire immobilier : le cas d'Ahmed M., locataire «stabilisé », mais sans qu'ait pu être connue, ni sa pathologie, ni ses antécédents (le gestionnaire apprendra au Tribunal où il assistait comme victime des coups reçus d'Ahmed, les 17 condamnations dont extorsions, séquestration...). Un beau jour, Ahmed pète un plomb, il détruit le réseau fibre de tout l'immeuble (16 locataires) parce qu'il soupçonne ses voisins de l'espionner. Plainte sans aucun effet. Puis Ahmed casse méthodiquement la gueule de ses voisins qu'il accuse toujours de l'espionner. Plaintes, et, au bout de quelques mois jugement, mais avec sursis. Ahmed reste donc dans son logement tandis que l'immeuble se vide. Les mois passent, (de nouveau plaintes, jugements, sursis...) à la fin, il est seul dans l'immeuble, change même la serrure sur la rue, et met son nom sur la porte d'entrée. Il vandalise tous les logements... toujours sans intervention de la puissance publique. Le gestionnaire se rend sur place, régulièrement, avec la crainte du coup de couteau. Il continue à payer tous les abonnements parce que c'est la loi.

Après plusieurs courriers au préfet le mettant en garde sur la dangerosité et la responsabilité de la puissance publique du fait de l'inertie, Ahmed est embarqué par la police et envoyé en hôpital psychiatrique. Il y reste quelques semaines et est relogé (il avait détruit son appartement)... en HLM !

Résultat, 250 000 € de travaux de rénovation, 2 ans de loyers perdus pour 16 appartements et des locataires traumatisés dont

un étudiant chinois qui a abandonné ses études et qui est reparti en Chine. Quelle image pour la France !

Dans ce cas n'y a pas eu d'incendie et les dommages corporels se sont limités à des côtes cassées pour l'étudiant chinois. Mais il y aurait pu y avoir des morts, comme pour l'immeuble de Paris. Combien de cas similaires, en ce moment, dans toute la France ? Assurément des milliers.

Une politique folle

On nous explique que pour éviter la constitution de ghettos, de zones de non-droit, les services sociaux ont ordre de répartir au maximum les populations à problème, dans les beaux quartiers, en province etc. S'agit-il de limiter les risques de communautarisme ou bien de rendre la politique migratoire irréversible ? S'agit-il de machiavélisme ou de bêtise de nos politiques ? À les entendre sur les ondes, je penche pour la deuxième explication. Le prix que paye la population autochtone est très lourd. En effet, en plus du coût financier des transferts sociaux dont bénéficient les ayants droit, combien accueillons-nous de malades arrivant du monde entier ? Relevant de la psychiatrie, ou avec des pathologies lourdes et coûteuses comme des insuffisants rénaux, ou porteurs de la tuberculose, du Sida ? Combien accueillons-nous de délinquants irrécupérables etc.

Et ensuite, combien de nos concitoyens sont victimes, directement, de ces « visiteurs », par les agressions, les vols, les dégradations, les viols, les maladies ? Qui sait combien cette politique folle coûte à la société ? Nos politiques sont-ils inconscients ou corrompus ?

Là aussi je penche pour la deuxième explication. Ils profitent du crime.

Bernard Bayle